

4/ MINUTE

Condamné pour diffamation le 15/12/93 par le tribunal de Grande Instance de Paris, jugement définitif.

Article paru dans le numéro du 12 au 18 août 1992 de l'hebdomadaire MINUTE LA FRANCE, intitulé « *Cette étrange secte que soutient Danièle Mitterrand* ».

Extrait du jugement

[...] Attendu qu'en relatant de tels faits, l'hebdomadaire « MINUTE LA FRANCE » suggère que les associations SOKA GAKKAI se livreraient en France, pour le compte d'une puissance étrangère, à des activités d'espionnage industriel et militaire et porte ainsi atteinte à l'honneur ou à la considération des mis en cause ;

Attendu, en outre, qu'en faisant état, même de manière interrogative, d'une opération de « blanchiment d'argent » réalisée par la SOKA GAKKAI, d'une visite du responsable de celle-ci à « Manuel NORIEGA, dictateur déchu, grossiste en poudre blanche », en affirmant que la SOKA GAKKAI avait été « condamnée par un tribunal de TOKYO pour avoir placé sur écoutes le téléphone du domicile privé » d'un responsable politique japonais, qu'elle avait été impliquée « dans une formidable affaire de corruption », en ajoutant qu'au mois de juillet 1989 (avait été trouvé) « un coffre-fort recelant 170 millions de yens (...) dans une décharge » et que « le propriétaire du coffre, l'ex-trésorier de la SOKA GAKKAI (avait avoué) avoir tenté de dissimuler cette somme au fisc », l'hebdomadaire « MINUTE LA FRANCE » impute également aux associations demanderesse l'accomplissement de faits constitutifs d'infractions pénales et, comme tels, de nature à porter atteinte à leur réputation ;

Attendu que, pour produire l'effet absolu prévu par l'article 35 de la loi du 29 juillet 1881, la preuve de la vérité des faits diffamatoires doit être parfaite, complète et corrélative aux diverses imputations dans toute leur portée ;

Attendu que ni les coupures de presse versées aux débats, dépourvues de valeur probante particulière, ni le rapport sur les sectes en France présenté au mois de février 1983 par Alain VIVIEN, qui ne comporte aucune indication suffisamment précise sur les activités de SOKA GAKKAI, ne satisfont aux exigences de l'article 35 susvisé ; [...]

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL, condamne Serge MARTINEZ et la Société SEM à payer à chacune des associations demanderesse la somme de VINGT MILLE francs (20.000) à titre de dommages intérêts en réparation des propos diffamatoires retenus dans les motifs de ce jugement, et celle de TROIS MILLE francs (3.000) sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ;

Ordonne la publication par extraits dans le journal « Minute - La France », aux frais des défendeurs, sans que le coût de l'insertion excède 20.000 francs ; [...]